

Les subsides

dations nos 1 à 4, c'est de consacrer bien plus à la recherche et au développement. On ne peut pas avoir le drap et l'argent. On ne peut pas avoir de partage du travail ni plus de garderies dans l'industrie si la productivité nationale n'augmente pas. Notre productivité étant lamentable depuis les années 1970, il faut se mettre à produire des richesses avant de continuer à les consacrer à différentes sortes de programmes interventionnistes.

● (1250)

En résumant les choses, la première question est la suivante, monsieur le Président: le gouvernement et le Nouveau parti démocratique sont-ils favorables à un accroissement ou à une diminution de l'intervention de l'État? Peut-être répondront-ils en partie à cette question dans le débat suivant. Ont-ils l'intention de favoriser ou de décourager l'utilisation des technologies nouvelles? Sommes-nous disposés à faire mieux encore que les pays d'Extrême-Orient qui bordent le Pacifique dans nos efforts pour favoriser la recherche et le développement? Voulez-vous que le gouvernement fédéral augmente ou diminue ses dépenses dans ce domaine? Sommes-nous pour ou contre un plus grand protectionnisme? Allons-nous tenter de nous soustraire aux réalités du marché international? Allons-nous au contraire nous efforcer de nous approprier une part du marché en fabriquant de nouveaux produits que nous pourrions vendre dans le monde entier? Sommes-nous favorables à un accroissement des investissements du secteur privé? Le Nouveau parti démocratique veut-il voir le secteur privé jouer un plus grand rôle dans le développement de la technologie ainsi que dans la recherche et le développement, de manière à accroître la valeur de nos ressources naturelles pour que nous puissions exporter des produits chimiques et des dérivés au lieu de nous contenter de vendre notre charbon à l'état brut?

Le président suppléant (M. Herbert): A l'ordre, s'il vous plaît. Je me vois obligé de prévenir le député que son temps de parole est écoulé. Nous allons maintenant consacrer dix minutes à des questions, réponses ou commentaires.

M. Riis: Monsieur le Président, j'ai écouté avec grand intérêt les questions du député. Je ne peux m'empêcher de faire une remarque au sujet du rôle que jouent les gouvernements conservateurs provinciaux au Canada. Je ne connais qu'un seul cas qui fait exception à ce que je vais dire. On est bien obligé de constater en effet que les gouvernements conservateurs provinciaux sont loin de donner l'exemple lorsqu'il s'agit d'encourager le secteur privé comme le secteur public à favoriser la recherche et le développement. Le principe des restrictions budgétaires semblant gagner du terrain, les dépenses supplémentaires que les gouvernements ont engagées pour encourager le secteur privé de même que le secteur public à développer leurs installations et leur capacité de recherche et de développement ont été extrêmement minimes, sinon inexistantes.

Je voudrais donc demander très précisément au député s'il préconise que les gouvernements accordent des crédits supplémentaires pour encourager le secteur privé, ainsi que le secteur public, à effectuer plus de recherche et de développement? Serait-il disposé à accorder aux sociétés des avantages fiscaux, ce qui aurait pour effet de diminuer les recettes du gouvernement, au moins à court terme, pour les inciter à faire davantage dans ce domaine?

M. Siddon: Monsieur le Président, je remercie le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) d'avoir posé ces questions, car elles me permettent d'en venir au dernier point que je voulais aborder et qui est le suivant: le gouvernement et le Nouveau parti démocratique veulent-ils que les gens qui sont disposés à faire de la recherche et du développement gagnent plus ou moins d'argent?

Pour notre part, nous pouvons lui assurer qu'effectivement nous donnerions sans aucun doute à ces personnes plus d'argent grâce à des avantages fiscaux ou par d'autres moyens. En fait, par rapport à d'autres pays, la part des travaux de recherche et de développement que finance le secteur privé au Canada fait pitié. Certes, une partie de la solution peut consister à accorder des avantages fiscaux plus généreux ou des subventions partagées moitié-moitié, ou encore à verser un capital initial pour permettre à de petits groupes d'entrepreneurs de mettre au point un produit et de pénétrer le marché mondial. C'est une partie de la solution, mais il importe aussi que le gouvernement apporte aux structures certains changements importants en centralisant l'information et en modifiant notre loi sur les brevets. Il y a toutes sortes d'initiatives à prendre.

Cependant, pour répondre au député, je dirais que oui, monsieur le Président, un gouvernement conservateur accorderait, comme nous l'avons d'ailleurs fait en 1979, une beaucoup plus grande priorité à la recherche et au développement que les deux autres partis de la Chambre ne l'ont jamais fait. J'en veux pour preuve le fait que nous nous sommes engagés à atteindre 2.5 p. 100 du PNB dans les cinq ans, ce qui contraste énormément avec les projets du gouvernement ou du Nouveau parti démocratique.

Enfin, je voudrais conclure en revenant sur la remarque du député au sujet de l'obligation qu'ont les gouvernements provinciaux d'appuyer la recherche et le développement. Si l'on fait un graphique représentant d'une part le revenu provincial par habitant et d'autre part le pourcentage de leur produit économique brut que les provinces consacrent à la recherche et au développement, on constate une forte corrélation entre le revenu provincial par habitant et les sommes consacrées à la recherche et au développement. Par conséquent, le meilleur instrument de développement économique régional serait d'investir beaucoup plus dans la recherche et le développement sur le plan provincial et régional.

Je suis malheureusement obligé de le reconnaître, les gouvernements provinciaux ont énormément négligé ce domaine, et parfois les crédits qu'ils y consacrent sont très faibles par rapport à ce qu'ils pourraient investir dans la recherche et le développement. C'est particulièrement vrai pour ma propre province de la Colombie-Britannique, ainsi que pour l'Alberta, avec ses importantes ressources naturelles, et la Saskatchewan. Ce sont les seules régions qui n'entretiennent pas de ces rapports directs. Si elles consacraient plus des richesses qu'elles tirent de leurs ressources, comme le fait l'Alberta par exemple, à une recherche et un développement axés sur les marchés des pays riverains du Pacifique et le marché mondial, nous serions une nation beaucoup plus puissante.

La province qui se livre le plus à la R et D, monsieur le Président, est l'Ontario, qui a mis sur pied une foule de programmes qui ont des répercussions sur le revenu moyen de la population. Il faut donc, bien sûr, que les gouvernements provinciaux participent davantage à la R et D et que nous, en tant que gouvernement fédéral, nous rendions à l'évidence qu'il